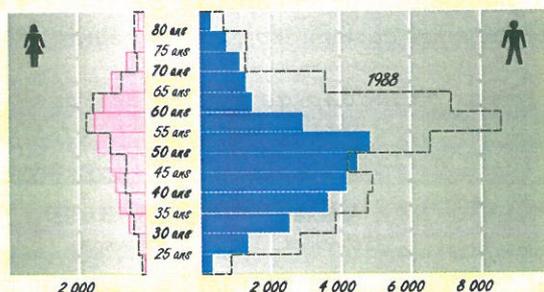


> Des exploitants sensiblement plus jeunes

La moyenne d'âge des chefs d'exploitation est passée de 52 ans en 1988 à 50 ans en 2000. La mise en place de mesures d'aides au départ en retraite a favorisé la diminution de la part des plus de 55 ans. Aussi, les 30-54 ans sont devenus majoritaires et représentent 63 % des effectifs. Les horticulteurs, les éleveurs de bovins-lait, les producteurs de granivores et les exploitants combinant grandes cultures et élevages herbivores sont globalement plus jeunes (46 ans en moyenne). Mais la part des exploitations « moyennes et grandes » dans ces orientations économiques est également très importante. Les retraités y sont donc moins présents qu'en polyculture ou autre viticulture, orientations présentant des âges moyens élevés.

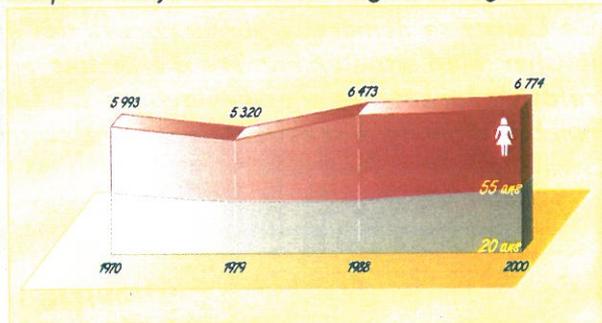
Départs massifs des plus de 55 ans



> Une féminisation toute relative

En 2000, un chef d'exploitation sur cinq est une femme. Elles représentaient à peine le 1/8^e des effectifs en 1988. Certes, les femmes de plus de 55 ans sont majoritaires : elles sont souvent devenues chefs d'exploitation suite au départ en retraite de leur conjoint. Cependant la part des moins de 55 ans s'est accrue en douze ans, laissant augurer d'une meilleure répartition des sexes à l'avenir. A orientation économique égale, les femmes exploitent une surface plus faible que les hommes. Elles sont, en effet, moins souvent à la tête d'exploitations de dimension professionnelle. Si on les retrouve plus souvent dans les élevages d'ovins-caprins et plus rarement que les hommes dans la viticulture de qualité, la répartition par Otx n'est pas fondamentalement différente entre chefs d'exploitation hommes et femmes.

La part des jeunes femmes augmente légèrement

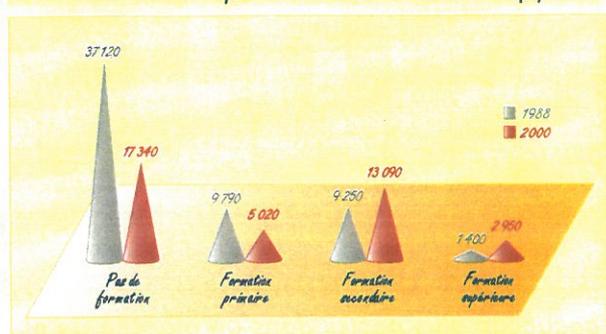


> Des agriculteurs mieux formés

Plus de la moitié des chefs d'exploitation et co-exploitants ont reçu une formation agricole (54,8 %). Il n'étaient que 35,5 % en 1988. Deux phénomènes ont contribué à ce développement de la qualification : le départ en retraite des générations les plus âgées et les moins bien formées ; l'obligation faite aux jeunes exploitants d'avoir suivi une formation pour pouvoir prétendre aux aides jeunes agriculteurs.

Ce sont justement dans les orientations économiques où les jeunes chefs sont les plus nombreux que les niveaux de formation sont les plus élevés : arboriculture, horticulture, élevage bovins-lait.

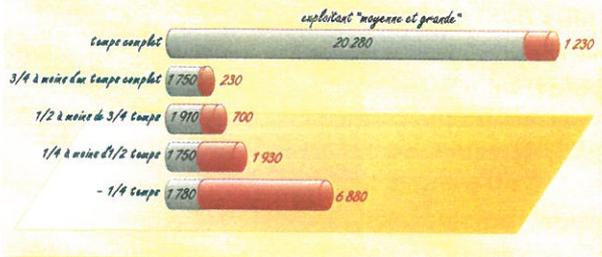
Les formations secondaires et supérieures se développent



> Baisse des effectifs et hausse de la productivité

On compte 38 400 chefs d'exploitation et co-exploitants en région Centre en 2000, localisés sur 33 050 exploitations. Plus de la moitié d'entre eux (55,9 %) travaillent à temps complet dans leur ferme.

56 % des chefs et co-exploitants travaillent à temps complet sur l'exploitation

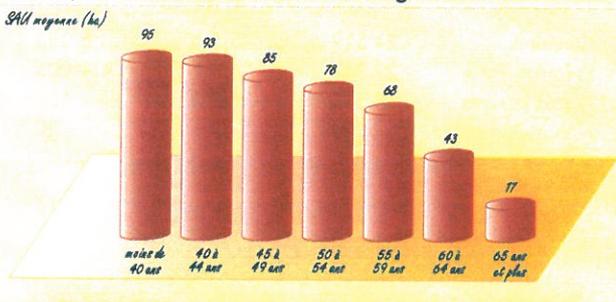


Ils fournissent 56,9 % de la force de travail développée sur les exploitations agricoles. Ceci est équivalent aux résultats constatés lors du recensement de 1988 mais cache une réalité toute autre. En effet, au cours de ces douze années, le nombre de chefs d'exploitation et de co-exploitants a été réduit d'un tiers alors que la SAU ne diminuait que de 3,4 %. Aussi, les conditions de

travail ont dû changer afin d'accroître la productivité. La taille moyenne des exploitations a augmenté et les jeunes s'installent aujourd'hui sur des surfaces plus grandes que leurs prédécesseurs. Les exploitants se réunissent en société et utilisent du matériel plus puissant.

> Renouvellement important des chefs d'exploitation

Les jeunes s'installent sur de grandes surfaces

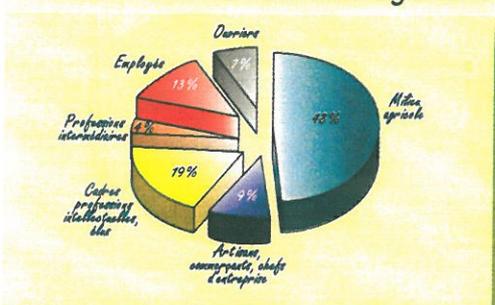


Près d'un chef sur deux (47,9 %) a pris la direction de son exploitation actuelle au cours des douze dernières années. Le renouvellement a été plus important dans les élevages de granivores et en horticulture que dans les autres orientations économiques. Le nombre d'installations est resté relativement stable dans la région. En moyenne depuis 1985, 1 000 chefs se sont installés chaque année sur leur première exploitation.

> Une pluriactivité toute relative

Plus du quart (27,3 %) des chefs d'exploitation et co-exploitants déclarent une activité principale autre que celle d'exploitant agricole. La plupart d'entre eux sont inactifs, essentiellement retraités.

Une activité secondaire souvent agricole



Par ailleurs, 13,6 % des chefs d'exploitation et co-exploitants se déclarant, avant tout, exploitants agricoles ont une activité secondaire. Dans près de la moitié des cas, ils restent dans le milieu agricole et sont exploitants agricoles dans une autre exploitation, exploitants forestiers ou salariés agricoles. On dénombre également 638 élus. Des disparités apparaissent selon l'orientation économique : les éleveurs bovins ont plus rarement que les autres une activité secondaire. En effet, cette production nécessite souvent un investissement à temps complet limitant les possibilités d'action hors de l'exploitation.

Recensement agricole 2000

> Moins de 100 000 personnes vivent sur une exploitation agricole

La diminution de la population agricole familiale s'est poursuivie au cours des douze dernières années. Seuls 98 047 individus vivent en 2000 sur une exploitation de la région Centre. Cette population a été divisée par trois en 30 ans suivant en cela de près la diminution du nombre d'exploitations.

Aussi, la population agricole familiale ne représente plus que 4 % de la population de la région. Certains départements sont restés plus ruraux que d'autres. En effet, la population agricole constitue 7,9 % de la population de l'Indre mais seulement 2,6 % du Loiret.



> Une participation aux travaux agricoles en nette diminution

La participation de la population familiale (hors chefs et co-exploitants) aux travaux agricoles est en recul. L'activité se recentre autour des exploitants et salariés. Les conjoints, enfants et autres membres du ménage ne constituent plus que 14,1 % de la force de travail contre 23,9 % en 1988.

Les conjoints fournissent l'essentiel du travail. Cependant, moins de la moitié (45,6%) ont une activité sur l'exploitation, souvent à temps partiel. En effet, nombre d'entre eux ont désormais une activité principale extérieure laissant peu de temps pour se consacrer aux travaux agricoles. Par ailleurs, les conjoints travaillant à temps complet deviennent souvent co-exploitants et ne sont donc plus recensés dans cette catégorie.

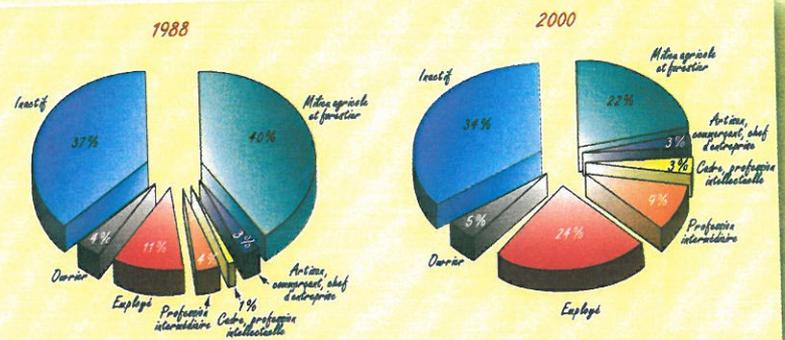
Moins de la moitié des conjoints ont une activité sur l'exploitation

	Effectifs	part ayant une activité sur l'exploitation	Nombre d'UTA
Conjoints	24 519	45,6 %	5 083
Enfants	29 343	6,8 %	1 005
Autres parents	5 515	36,8 %	656
Non apparentés	270	17,8 %	20

> Une large majorité de conjoints actifs

La proportion de conjoints ayant une activité professionnelle extérieure n'a pas évolué depuis 1988 : les deux tiers des conjoints non coexploitants travaillent. Ce taux atteint même 84,5 % pour les moins de 60 ans. Cependant, les domaines d'activité dans lesquels on les retrouve ont évolué. À peine un quart des conjoints avaient une profession hors du milieu agricole et forestier en 1988. Ils sont 43,6 % en 2000. Plus de la moitié d'entre eux sont des employés. Ce sont les compagnons des producteurs de céréales et oléoprotéagineux qui sortent le plus souvent du milieu agricole et ont un travail hors du secteur primaire.

Les conjoints sortent du milieu agricole



> Plus de trois travailleurs par exploitation



En 2000, près de 65 000 personnes ont travaillé de façon permanente sur les exploitations de la région Centre. Parmi elles, on compte 10 940 salariés permanents. Par ailleurs, 51 679 engagements de salariés saisonniers ont été recensés. Aussi, 3,5 personnes, en moyenne, sont intervenues sur une exploitation en 2000 dont deux de façon régulière.

La part des salariés dans la force de travail développée sur les exploitations augmente. Ils fournissent 29,1 % des unités de travail annuel (UTA) contre 19,5 % en 1988, compensant ainsi la moindre participation de la population familiale aux travaux agricoles.

La productivité de la main d'œuvre agricole s'est accrue. En 1988, une UTA permettait d'exploiter

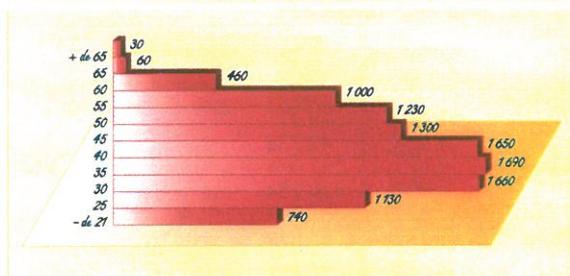
32,8 hectares. En 2000, on compte une UTA pour 49,2 hectares.

> Des salariés permanents dans 15 % des exploitations

Un peu plus de 5 000 exploitations de la région emploient au moins un salarié

permanent. Au total, 10 940 individus sont ainsi employés, en 2000, de façon régulière sur les exploitations. Ils étaient 12 343 en 1988.

Les trois quarts des salariés permanents ont moins de 45 ans



Les salariés permanents sont jeunes : ils ont en moyenne 37 ans alors que la moyenne d'âge des chefs et co-exploitants est de 50 ans. Près des deux tiers d'entre eux travaillent à temps complet. Ils sont majoritairement recrutés en tant qu'ouvriers agricoles, les techniciens et cadres ne représentant qu'un peu plus de 10 % des effectifs.

L'horticulture, l'arboriculture, le maraîchage mais également les élevages hors-sol nécessitent beaucoup de main d'œuvre. Aussi le nombre moyen de salariés permanents par exploitation y est plus élevé qu'ailleurs.

> La quantité de travail fournie par les saisonniers augmente

Le recours aux salariés saisonniers s'est accru au détriment des salariés permanents. La force de travail que les premiers ont développée en 2000 a, en effet, augmenté de 41,8 % par rapport à 1988 alors que, dans le même temps, elle diminuait de 17,2 % pour les salariés permanents.

L'appel aux personnels d'ETA-CUMA reste limité

	1988	UTA 2000	Évolution 2000/1988 %
Salariés permanents	11 111	9 195	- 17,2
Salariés saisonniers	3 138	4 451	+ 41,8
ETA CUMA	326	351	+ 7,7
TOTAL	74 725	48 063	- 35,7

Quelques 8 669 exploitations ont employé un ou plusieurs salariés saisonniers en 2000. Les arboriculteurs ont largement recours à cette main d'œuvre lors de la cueillette. En moyenne, une exploitation en recrute quatorze. Les maraîchers, horticulteurs et viticulteurs en emploient également beaucoup. En Indre-et-Loire, ces cultures spécialisées ont un poids important. Ainsi, ce département concentre 37,8 % des engagements de salariés saisonniers.

Recensement agricole 2000